Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 245

Rubrik: Vaud

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Solidarité avec le Chili: pour qu'il reste des traces de trois ans d'histoire d'Unité populaire

Normalisation sanglante au Chili : jour après jour nous bouleversent des images accablantes sur les exécutions sommaires, les déportations, les emprisonnements arbitraires auxquels se livrent les nouveaux maîtres de Santiago.

Sans nul doute, l'heure est-elle à la solidarité active avec le peuple chilien. Mais les mouvements, en Suisse, tardent à s'organiser, comme si l'excès de brutalités avait anesthésié les meilleures volontés. Qui plus est, une certaine « raison » triomphe à la longue, faite de prudence et de résignation. Ainsi, les explications concernant la réserve manifestée par notre ambassadeur au Chili ont-elles eu gain de cause ; alors que la même retenue eût pu paralyser l'ambassadeur de Suède par exemple, que l'on a vu dans les jours les plus chauds multiplier les voyages en voiture en plein cœur de la capitale chilienne pour mettre en sûreté des réfugiés, ou l'ambassadeur de Panama, dont le logement était à ce point bondé de personnes dont la vie était en danger, que l'on y dormait par rotation de quatre heures. Pour ne citer que ces deux personnages en vue.

Certes, le bilan de la répression pèse sur les esprits ; mais on n'imagine pas encore de quelle façon concrète agir.

Et là, comment ne pas s'étonner du silence de la grande majorité des universitaires suisses devant le remplacement de leurs collègues chiliens par des militaires, devant la mise sous tutelle de toutes les académies par l'armée ?

Mais il y a davantage, et plus concret ! Des témoignages personnels nous sont parvenus, nous parviennent, corroborés par les analyses des journalistes, et qui convergent vers un diagnostic : les généraux chiliens effacent trois ans d'histoire.

Un ami nous écrit de Santiago, via Buenos-Aires : « Il devient chaque jour plus difficile de protéger la production culturelle chilienne de ces trois dernières années ; et des bibliothèques entières de Chiliens ou d'étrangers sont détruites quotidiennement par le feu.

» Il est pourtant nécessaire de procéder à une récupération systématique de tout ce qui est publications (journaux, livres, tracts, revues, affiches), films ou photographies, disques et bandes enregistrées, notes et travaux académiques.

» La Ford Fundation a déjà trouvé des canaux pour « rapatrier » des bibliothèques et des travaux académiques.

» Toutefois, il reste d'innombrables Chiliens et étrangers qui ont enterré dans leur jardin, publications, films et bandes enregistrées, et qui n'attendent que la possibilité de les faire sortir du pays.

» La solution de ce problème est urgente, car nombreux sont ceux qui se voient contraints de détruire ce genre de documents, ou de les remettre en mains peu sûres pour se protéger ; et chaque jour, il est plus difficile d'entrer en contact avec eux ou de transporter le matériel sans mettre des vies en danger. »

Dès lors, une tâche parmi d'autres s'impose en Suisse, que l'on soit historien ou non, spécialiste des sciences politiques ou non (les canaux universitaires pourraient être pourtant spécialement efficaces), la mission du DPF paraît s'éclaircir au-delà du maintien des intérêts économiques helvétiques : il s'agit de favoriser par tous les moyens possibles la conservation des témoignages de l'histoire chilienne de ces dernières années :

— Au premier chef, faire un devoir à l'ambassadeur suisse à Santiago de stocker, de protéger et d'acheminer tout le matériel significatif qui pourrait être collecté sur place (parallèlement, l'inventaire des documents déjà parvenus en Suisse depuis 1971 est à faire).

— Réunir des crédits pour acheter (au marché noir, les possibilités existent encore) ce qui dans le commerce est en voie de disparition.

— Concentrer, ensuite, et travailler ce matériel en Suisse, pour le mettre à disposition, tant des réfugiés chiliens, que des centres académiques suisses et européens, en vue de traductions et de nouvelles publications des éléments les plus importants.

Ce, en sus de tous nos efforts pour arrêter le massacre.

VAUD

Cocohérent

On a appris, par les comptes rendus du Parti radical, que l'entente vaudoise serait resserrée afin qu'un gouvernement fort (sic) puisse disposer d'une majorité cohérente (sic).

Ceux qui ont assisté, lors de la dernière session du Grand Conseil, aux discussions sur le droit foncier et le droit de préemption des fermiers, auront admiré ce cocorico pré-électoral.

Le conseiller d'Etat Debétaz a en effet largement puisé dans les voix de la gauche pour faire passer le préavis du Conseil d'Etat.

Si la majorité bourgeoise avait été cohérente, il aurait pu remballer son projet progressiste.

Qui examine les principaux thèmes en question constate que, pour que le gouvernement soit efficace face à un Parlement aux réflexes conservateurs, il vaut mieux que la majorité bourgeoise ne soit pas cohérente.

C'est connu de tout un chacun. A commencer par les responsables radicaux. Alors pourquoi donnent-ils dans ce bla-bla-bla ? A moins qu'ils ne rêvent d'un conservatisme de droite.

On constate que, par l'action concertée des partis bourgeois (action à laquelle la presse traditionnelle n'a pas manqué de donner une ampleur inhabituelle) s'ouvre une campagne pour « faire mousser » l'affaire. Ne fût-ce que pour dégonfler ces ballons de baudruche, nous reviendrons sur le sujet.